

***Marché public de prestations intellectuelles, passé en
application de l'article R. 2122-8 du code de la commande
publique***

**Etude de pollution olfactive
Centre de détention de Rivesaltes (66)**

REGLEMENT DE CONSULTATION

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

12 mai 2025 avant 12 h 00

Article 1. Acheteur public

1.1 Identification

Le maître d'ouvrage est l'APIJ – Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice

Immeuble OKABE, 67 av. de Fontainebleau, 94270 Le Kremlin-Bicêtre

1.2 Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues

Les candidats peuvent poser des questions relatives à cette consultation par mail aux adresses suivantes : anne.delacourt@apij-justice.fr ; Celine.Beltrame@apij-justice.fr

1.3 Adresse auprès de laquelle les offres doivent être envoyées

Les dossiers d'offres seront obligatoirement transmis par voie électronique (mail) aux adresses suivantes : anne.delacourt@apij-justice.fr ; Celine.Beltrame@apij-justice.fr

Les documents constitutifs de la réponse devront être signés électroniquement si le candidat en a la possibilité. Si l'offre du titulaire ne répond pas à cette demande, celui-ci adressera les documents originaux au maître d'ouvrage.

Article 2. Contexte de la consultation

2.1 Objet du marché

Le marché concerne une étude de pollution olfactive dans le cadre du projet de construction d'un centre de détention à Rivesaltes (66).

2.2 Mode de passation

Le présent marché est passé sans publicité conformément à l'article R.2122-8 du code de la commande publique.

Il est conclu sans montant minimum et pour un montant maximum de 39 999 Euros Hors taxes (montant maximum inférieur à 40 000€ HT).

2.3 Durée du marché : 6 mois

2.4 Lieu d'exécution des prestations : La mission sera principalement exécutée à Rivesaltes (Pyrénées Orientales)

Article 3. Contenu du dossier de consultation des entreprises

- Le présent règlement de consultation (RC)
- L'acte d'engagement valant également cahier des clauses particulières (AE-CCP) et ses annexes :
 - o Annexe 1_Acte spécial sous-traitance
 - o Annexe 2_DPGF (Décomposition des prix globale et forfaitaire)
 - o Annexe 3_Repartition par cotraitant

Article 4. Présentation des propositions

Les candidats devront remettre l'ensemble des documents et renseignements suivants :

Pièces constituant l'offre :

- 1) L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, à compléter par une personne habilitée à représenter l'entreprise ;
- 2) Un mémoire technique indiquant :

- la méthodologie proposée ;
- L'organisation retenue pour assurer la qualité des prestations ;
- Les CV et qualifications des personnels intervenants.

3) La DPGF (décomposition des prix global et forfaitaire) complétée, avec le cas échéant la répartition entre cotraitants. Ce document n'est contractuel que pour les prix unitaires qui y figurent, dans le cadre d'éventuelles prestations modificatives.

Ces documents seront rédigés en français.

Article 5. Critères de sélection des candidatures

Conformément à l'article R.2144-7 du code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Article 6. Critères de jugement des offres et négociations

La personne publique choisira l'offre économiquement la plus avantageuse selon la méthode décrite ci-après.

Le jugement des offres sera effectué en tenant compte des critères et de la pondération suivante :

Critères	Coefficient de pondération
1 – Prix	30%
2 - Valeur technique de l'offre au regard de :	70% décomposés :
- La méthodologie proposée pour chacune des phases du marché ;	30%
- L'organisation retenue pour assurer la qualité des prestations ;	20%
- Les CV et qualifications des personnels intervenants.	20%

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

A l'issue de l'analyse et, le cas échéant, des négociations, l'attributaire devra fournir les attestations et déclarations prévues aux articles R.2143-6 à R.2143-10 et R.2143-16 du code de la commande publique.

Article 7. Renseignements administratifs

7.1 Date limite de réception des offres

La date et heure limite de remise des candidatures et offres est fixée en page de garde du présent règlement de la consultation.

Les dossiers qui parviendraient à l'APIJ après la date et l'heure limites ne seront pas retenus. Ils feront l'objet d'un renvoi à leur expéditeur.

7.2 Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Le délai minimum de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.